

Arendt Business Advisory S.A.

Société anonyme

41A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

Constitution de société

du 22 décembre 2016 - N° 1190/16

L'an deux mille seize, le vingt-deux décembre.

Par-devant Maître Joëlle Baden, notaire de résidence à Luxembourg.

A COMPARU :

Maître Jean-Marc Ueberecken, avocat, né le 31 mai 1972 à Luxembourg, résidant professionnellement à L-1855 Luxembourg, 41 A, avenue J.F. Kennedy.

Le comparant a requis le notaire instrumentant de dresser l'acte de constitution d'une société anonyme qu'il souhaite constituer avec les statuts suivants :

A. NOM - OBJET - DURÉE - SIÈGE SOCIAL

Article 1 Dénomination - Forme

Il existe une société anonyme sous la dénomination sociale de « **Arendt Business Advisory S.A.** » (ci-après la « **Société** ») qui sera régie par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la « **Loi** »), ainsi que par les présents statuts.

Article 2 Objet social

2.1 La Société a pour objet la prestation de services de conseils économiques et la prestation de services administratifs.

2.2 La Société a également pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères et de toute autre forme de placement, que ce soit l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière le transfert par vente, échange ou sûreté

de tout type, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

2.3 La Société peut également accorder des prêts, ainsi que des garanties, des sûretés, au profit de tiers afin de garantir l'exécution d'obligations des sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou un droit de quelque nature que ce soit ou qui font partie du même groupe de sociétés que la Société, ou assister ces sociétés de toute autre manière.

2.4 La Société peut lever des fonds en faisant des emprunts sous toute forme ou en émettant toute sorte d'obligations, de titres ou d'instruments de dettes, d'obligations garanties ou non garanties, et d'une manière générale en émettant des valeurs mobilières de tout type.

2.5 La Société pourra exercer toute activité de nature commerciale, industrielle, financière, immobilière ou de propriété intellectuelle qu'elle estime utile pour l'accomplissement de ces objets.

Article 3 Durée

3.1 La Société est constituée pour une durée illimitée.

3.2 Elle pourra être dissoute à tout moment et sans cause par une décision de l'assemblée générale des actionnaires, prise aux conditions requises pour une modification des présents statuts.

Article 4 Siège social

4.1 Le siège social de la Société est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

4.2 Le conseil d'administration peut transférer le siège social de la Société au sein de la même commune ou dans toute autre commune du Grand-Duché de Luxembourg et modifier, si nécessaire, ces statuts afin de refléter le changement de siège social.

4.3 Des succursales ou bureaux peuvent être créés, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, par décision du conseil d'administration.

4.4 Dans l'hypothèse où le conseil d'administration estime que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social ou des catastrophes naturelles se sont produits ou sont imminents, de nature à compromettre l'activité normale de la Société à son siège social, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à la cessation complète de ces circonstances extraordinaires ; ces mesures provisoires n'auront toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire, restera luxembourgeoise.

B. CAPITAL SOCIAL – ACTIONS

Article 5 Capital social

5.1 Le capital social de la Société est fixé à trente mille euros (EUR 30.000,-), représenté par trente mille (30.000) actions d'une valeur nominale de un euro (EUR 1,-) chacune.

5.2 Le capital social de la Société peut être augmenté ou réduit par une résolution de l'assemblée générale des actionnaires de la Société adoptée selon les modalités requises pour la modification des présents statuts.

5.3 Les actions nouvellement émises par la Société à payer en numéraire doivent être offertes prioritairement aux actionnaire(s) existant(s). En cas de pluralité d'actionnaires, de telles actions sont offertes aux actionnaires en proportion du nombre d'actions qu'ils détiennent dans le capital social de la Société. Le conseil d'administration doit déterminer la période au cours de laquelle le droit préférentiel de souscription peut être exercé, qui ne peut pas être inférieure à quatorze (14) jours à compter de l'envoi de la lettre recommandée ou tout autre moyen de communication accepté individuellement par les destinataires et assurant l'accès à l'information envoyée par les actionnaires annonçant l'ouverture de la période de souscription. L'assemblée générale des actionnaires peut restreindre ou supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaire(s) existant(s) en suivant les dispositions applicables en matière de modification des statuts.

5.4 La Société a la possibilité de racheter ses propres actions, dans les conditions prévues par la Loi.

Article 6 Actions

6.1 Le capital social de la Société est divisé en actions ayant chacune la même valeur nominale.

6.2 Les actions de la Société sont nominatives.

6.3 La Société peut avoir un ou plusieurs actionnaires.

6.4 Le décès, la suspension des droits civils, la dissolution, la liquidation, la faillite ou l'insolvabilité ou tout autre événement similaire d'un actionnaire n'entraîne pas la dissolution de la Société.

Article 7 Registre des actions - Transfert des actions

7.1 Un registre des actions sera tenu au siège social de la Société, où il sera mis à disposition de chaque actionnaire pour consultation. Ce registre devra contenir toutes les informations requises par la Loi. La propriété des actions s'établit par une inscription sur ledit registre. Des certificats d'inscription prouvant les inscriptions au registre relatives à un actionnaire seront émis sur demande et aux frais de l'actionnaire demandeur.

7.2 La Société ne reconnaît qu'un détenteur par action. Dans le cas où une action serait la propriété de plusieurs personnes, ces personnes devront

désigner un mandataire unique pour les représenter à l'égard de la Société. La Société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits attachés à cette action, jusqu'à ce qu'un tel représentant ait été désigné.

7.3 Sauf disposition d'un éventuel pacte d'actionnaires, les actions sont cessibles dans les conditions prévues par la Loi.

7.4 Toute cession d'actions nominatives est opposable à la Société et aux tiers soit (i) sur déclaration de cession inscrite dans le registre des actionnaires, signée et datée par le cédant et le cessionnaire ou leurs représentants, ou (ii) sur notification de la cession à la Société ou après l'acceptation de la cession par la Société.

C. ASSEMBLEES GENERALES D'ACTIONNAIRES

Article 8 Pouvoirs de l'assemblée générale des actionnaires

8.1 Les actionnaires exercent leurs droits collectifs en assemblée générale d'actionnaires. Toute assemblée générale d'actionnaires de la Société régulièrement constituée représente la totalité des actionnaires de la Société. L'assemblée générale des actionnaires est investie des pouvoirs qui lui sont expressément réservés par la Loi et par ces statuts.

8.2 Si la Société a un actionnaire unique, toute référence faite à « l'assemblée générale des actionnaires » devra être lue comme une référence à l'actionnaire unique, selon le contexte et si applicable, et les pouvoirs conférés à l'assemblée générale des actionnaires devront être exercés par l'actionnaire unique.

Article 9 Convocation de l'assemblées générales des actionnaires

9.1 L'assemblée générale des actionnaires de la Société peut à tout moment être convoquée par le conseil d'administration ou, le cas échéant, par le(s) commissaire(s).

9.2 L'assemblée générale des actionnaires doit obligatoirement être convoquée par le conseil d'administration ou par le(s) commissaire(s) sur demande écrite d'un ou plusieurs actionnaires représentant au moins dix pour cent (10%) du capital social de la Société. Dans ce cas, l'assemblée générale des actionnaires doit être tenue dans un délai d'un (1) mois à compter de la réception de cette demande.

9.3. Les convocations pour toute assemblée générale des actionnaires contiennent la date, l'heure, le lieu et l'ordre du jour de l'assemblée et pourront être effectuées au moyen d'annonces déposées auprès du Registre de Commerce et des Sociétés et publiées au moins quinze (15) jours avant l'assemblée, au Recueil électronique des sociétés et associations et dans un journal publié au Luxembourg. Dans ce cas, les convocations par lettre doivent

être envoyées au moins huit (8) jours avant l'assemblée générale aux actionnaires en nom, par lettre missive. Alternativement, les convocations peuvent être faites uniquement par lettre recommandée ou, si les destinataires ont accepté individuellement de recevoir les convocations par d'autres moyens de communication garantissant l'accès à l'information, par ce moyen de communication.

9.4 Si tous les actionnaires sont présents ou représentés lors d'une assemblée générale des actionnaires et ont renoncé à toutes les conditions de la convocation, l'assemblée générale des actionnaires peut être tenue sans convocation préalable ni publication.

Article 10 Conduite des assemblées générales des actionnaires

10.1 L'assemblée générale annuelle des actionnaires devra être tenue dans les six (6) mois suivant la fin de chaque exercice social au Grand-Duché de Luxembourg, au siège social de la Société ou à tout autre endroit au Grand-Duché de Luxembourg tel que précisé dans la convocation. Les autres assemblées générales d'actionnaires pourront être tenues aux lieux et heures indiqués dans les convocations respectives.

10.2 Un bureau de l'assemblée doit être constitué à chaque assemblée générale de l'actionnaire, composé d'un président, d'un secrétaire et d'un scrutateur, sans qu'il soit nécessaire que ces membres du bureau de l'assemblée soient actionnaires ou membres du conseil d'administration. Le bureau doit particulièrement s'assurer que l'assemblée est tenue en accord avec les règles applicables et, en particulier, en accord avec les règles relatives à la convocation, le quorum éventuellement requis, les majorités requises et la représentation des actionnaires.

10.3 Une liste de présence doit être tenue pour toute assemblée générale des actionnaires.

10.4 Un actionnaire peut agir à toute assemblée générale des actionnaires en désignant une autre personne comme son mandataire par écrit ou par télécopie, par courrier électronique ou par tout autre moyen de communication. Une personne peut représenter plusieurs ou même tous les actionnaires.

10.5 Les actionnaires participant à une assemblée par conférence téléphonique, par visioconférence ou par tout autre moyen de communication permettant de les identifier, permettant à toute personne participant à cette assemblée de s'entendre mutuellement de manière continue, et permettant une participation effective de ces personnes à l'assemblée, sont réputés être présents pour le calcul du quorum et des voix, à la condition que ces moyens de communication soient mis à disposition au lieu de tenue de l'assemblée.

10.6 Chaque actionnaire peut voter à une assemblée générale des actionnaires par correspondance au moyen d'un formulaire de vote envoyé par lettre, courrier électronique, par télécopie ou par tout autre moyen de communication au siège social de la Société ou à l'adresse mentionnée dans l'avis de convocation. Les actionnaires peuvent uniquement utiliser les formulaires de vote par correspondance distribués par la Société et qui contiennent au moins le lieu, la date et l'heure de l'assemblée, l'ordre du jour de l'assemblée, les propositions soumises à l'assemblée, ainsi que pour chaque proposition, trois cases autorisant l'actionnaire à voter en faveur, contre, ou à s'abstenir de voter en cochant la case appropriée.

10.7 Les bulletins de vote qui, pour une proposition de résolution, n'indiquent pas (i) un vote en faveur ou (ii) contre la proposition de résolution ou (iii) exprimant une abstention sont nuls en ce qui concerne cette résolution. La Société ne tiendra compte que des bulletins de vote reçus avant la tenue de l'assemblée générale des actionnaires à laquelle ils se rapportent.

10.8 Le conseil d'administration peut déterminer des conditions supplémentaires à remplir par les actionnaires afin de pouvoir participer aux assemblées générales des actionnaires.

Article 11 Quorum, majorité et vote

11.1 Chaque actionnaire a un nombre de voix égal au nombre d'actions qu'il détient.

11.2. Le Conseil d'administration peut suspendre les droits de vote de tout actionnaire qui ne remplit pas ses obligations telles que décrites par les statuts ou toute autre convention à laquelle cet actionnaire est partie.

11.3. Un actionnaire peut décider, à titre personnel, de ne pas exercer, temporairement ou de façon permanente, tout ou partie de ses droits de vote. Une telle renonciation lie l'associé renonçant et s'impose à la Société dès sa notification à cette dernière.

11.4. Si les droits de vote d'un ou de plusieurs actionnaires sont suspendus conformément à l'article 11.2 ou si un ou plusieurs actionnaires ont renoncé à leurs droits de vote conformément à l'article 11.3, ces actionnaires peuvent participer à toute assemblée de la Société, toutefois les actions qu'ils détiennent ne seront pas comptabilisées pour la détermination des conditions de quorum et de majorité à respecter durant les assemblées générales de la Société.

11.5 Sauf les cas où la Loi ou les statuts en disposent autrement, les décisions prises en assemblée générale d'actionnaires dûment convoquées ne nécessitent pas que soit réuni un quorum de présence et sont adoptées à la

majorité simple des voix valablement exprimées quelle que soit la part du capital social représenté. Abstentions et vote nuls ne sont pas pris en compte.

Article 12 Modification des statuts

12.1 Sauf disposition contraire des présents statuts ou de la Loi, les présents statuts peuvent être modifiés par une majorité des deux-tiers des voix des actionnaires valablement exprimées lors d'une assemblée générale des actionnaires à laquelle plus de la moitié du capital social de la Société est présente ou représentée. Si le quorum n'est pas atteint à une assemblée, une deuxième assemblée peut être convoquée dans les conditions prévues par la Loi et les présents statuts qui pourra alors délibérer quel que soit le quorum et au cours de laquelle les résolutions seront adoptées à la majorité des deux-tiers des voix valablement exprimées. Les abstentions et les votes nuls ou blancs ne sont pas pris en compte.

12.2. Si les droits de vote d'un ou plusieurs actionnaires sont suspendus conformément à l'article 11.2 ou si un ou plusieurs actionnaires ont renoncé à leurs droits de vote conformément à l'article 11.3, les stipulations de l'article 11.4 des statuts s'appliquent *mutatis mutandis*.

Article 13 Changement de nationalité

Les actionnaires peuvent changer la nationalité de la Société uniquement avec le consentement unanime des actionnaires.

Article 14 Prorogation des assemblées générales des actionnaires

Dans les conditions prévues par la Loi, le conseil d'administration peut, proroger séance tenante une assemblée générale à quatre (4) semaines. Le conseil d'administration peut prendre une telle décision à la demande d'un ou de plusieurs actionnaires représentant au moins dix pour cent (10%) du capital social de la Société. Dans l'hypothèse d'une prorogation, toute décision déjà adoptée par l'assemblée générale des actionnaires sera annulée.

Article 15 Procès-verbal des assemblées générales des actionnaires

15.1 L'assemblée générale des actionnaires doit dresser un procès-verbal de l'assemblée qui doit être signé par les membres du bureau de l'assemblée ainsi que par tout autre actionnaire à sa demande.

15.2 Toute copie ou extrait des procès-verbaux des assemblées produits au cours de procédures judiciaires ou à produire à des tiers pourra être certifié conforme par le notaire ayant été dépositaire de l'acte original dans l'hypothèse où l'assemblée aura été enregistrée dans un acte notarié ou pourra être signé par l'administrateur unique ou le président du conseil

d'administration, si un président a été nommé, ou par deux membres du conseil d'administration.

D. ADMINISTRATION

Article 16 Composition et pouvoirs du conseil d'administration

16.1 La Société doit être gérée par un conseil d'administration composé d'au moins trois (3) membres. Cependant, lorsque la Société a été créée par un actionnaire unique ou lorsqu'il apparaît lors d'une assemblée générale d'actionnaires que les actions émises par une Société sont détenues par un actionnaire unique, la Société peut être gérée par un administrateur unique jusqu'à la prochaine assemblée générale d'actionnaires consécutive à l'augmentation du nombre d'actionnaires. Dans une telle hypothèse, le cas échéant et lorsque l'expression « administrateur unique » n'est pas mentionnée expressément dans les présents statuts, une référence au « conseil d'administration » utilisée dans les présents statuts doit être lue comme une référence à l'« administrateur unique ».

16.2 Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus larges pour agir au nom de la Société et pour prendre les actions nécessaires ou utiles afin de remplir l'objet social de la Société, à l'exception des pouvoirs prévus par la Loi ou par les présents statuts à l'assemblée générale des actionnaires.

16.3 Le conseil d'administration pourra créer un ou plusieurs comités. La composition et les pouvoirs de ce(s) comité(s), les conditions de la nomination, de la révocation, de la rémunération et de la durée de mandat de ses membres, ainsi que ses/leurs règles de procédures seront déterminés par le conseil d'administration. Le conseil d'administration sera en charge de superviser les activités de ce (ces) comité(s).

Article 17 Gestion journalière

La gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la Société en rapport avec une telle gestion journalière peut, être déléguée à un ou plusieurs administrateurs, dirigeants ou autres agents, agissant individuellement ou conjointement. Leur nomination, leur révocation et leurs pouvoirs seront déterminés par une décision du conseil d'administration.

Article 18 Nomination, révocation et durée des mandats des administrateurs

18.1 Les administrateurs sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui détermine leur rémunération et la durée de leur mandat.

18.2 La durée du mandat d'un administrateur ne peut pas excéder six (6) années. Les administrateurs peuvent faire l'objet de réélections successives.

18.3 Les administrateurs sont élus à la majorité simple des voix valablement exprimées à une assemblée générale des actionnaires.

18.4 Chaque administrateur peut être révoqué de ses fonctions à n'importe quel moment et sans justification par l'assemblée générale des actionnaires à la majorité simple des voix valablement exprimées.

18.5 Si une personne morale est nommée en tant qu'administrateur de la Société, cette personne morale doit désigner une personne physique en tant que représentant permanent qui doit exécuter son rôle au nom et pour le compte de la personne morale. La personne morale peut révoquer son représentant permanent uniquement si elle nomme un successeur au même moment. Une personne physique peut uniquement être le représentant permanent d'un seul (1) administrateur de la Société et ne peut être lui-même simultanément administrateur de la Société.

Article 19 Vacance d'un poste d'administrateur

19.1 Dans le cas où un poste d'administrateur devient vacant pour cause de décès, incapacité juridique, faillite, démission ou autre, cette vacance peut être comblée temporairement, pour une période ne pouvant pas excéder le mandat initial de l'administrateur qui fait l'objet du remplacement, par les administrateurs restants, jusqu'à ce que la prochaine assemblée générale d'actionnaires pourvoie cette vacance par la nomination d'un nouvel administrateur en conformité avec les dispositions légales applicables.

19.2 Dans le cas où la vacance se produit alors que la Société est gérée par un administrateur unique, cette vacance doit être comblée sans délai par l'assemblée générale des actionnaires.

Article 20 Convocation aux conseils d'administration

20.1 Le conseil d'administration se réunit à la demande du président, ou de n'importe quel administrateur. Les réunions du conseil d'administration doivent être tenues au siège social de la Société sauf indication contraire dans la convocation à la réunion du conseil d'administration.

20.2 Une convocation écrite à toute réunion du conseil d'administration doit être adressée aux administrateurs au minimum vingt-quatre (24) heures à l'avance par rapport à l'heure fixée dans la convocation, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les motifs d'une telle urgence seront mentionnés dans la convocation. Une telle convocation peut être omise en cas d'accord écrit de chaque administrateur, par télécopie, courrier électronique ou par tout autre moyen de communication. Une copie d'un tel document signé constituera une preuve suffisante d'un tel accord. Aucune convocation préalable ne sera exigée pour un conseil d'administration dont le lieu et l'heure auront été déterminés par une décision adoptée lors d'un

précédent conseil d'administration, communiquée à tous les membres du conseil d'administration.

20.3 Aucune convocation préalable ne sera requise dans l'hypothèse où tous les membres du conseil d'administration seront présents ou représentés à un conseil d'administration et renonceraient aux formalités de convocation ou dans l'hypothèse de décisions écrites et approuvées par tous les membres du conseil d'administration.

Article 21 Conduite des réunions du conseil d'administration

21.1 Le conseil d'administration peut élire un président parmi ses membres. Il peut également désigner un secrétaire, qui peut ne pas être un administrateur et qui sera chargé de tenir les procès-verbaux des réunions du conseil d'administration.

21.2 Le président, si un président a été nommé, préside toutes les réunions du conseil d'administration, mais, en son absence, le conseil d'administration peut nommer provisoirement un autre administrateur en qualité de président temporaire par un vote à la majorité des administrateurs présents ou représentés à la réunion.

21.3 Tout administrateur peut se faire représenter à chaque réunion du conseil d'administration en désignant tout autre membre du conseil d'administration comme son mandataire par écrit, ou par télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen de communication, une copie du mandat en constituant une preuve suffisante. Un administrateur peut représenter un ou plusieurs administrateurs, mais non la totalité des membres du conseil d'administration.

21.4 Les réunions du conseil d'administration peuvent également se tenir par conférence téléphonique, visioconférence ou par tout autre moyen de communication permettant à toutes les personnes y participant de s'entendre mutuellement sans discontinuité, garantissant une participation effective à cette réunion. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une participation en personne.

21.5 Le conseil d'administration peut délibérer ou agir valablement seulement si la moitié des administrateurs sont présents ou représentés à une réunion du conseil d'administration.

21.6 Les décisions sont adoptées à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés à chaque réunion du conseil d'administration. En cas de partage des voix, le président, si un président a été nommé, a une voix prépondérante.

21.7 Le conseil d'administration peut, à l'unanimité, prendre des décisions par résolution circulaire en exprimant son approbation par écrit, par

télécopie, par courrier électronique ou par tout autre moyen de communication. Chaque administrateur peut exprimer son consentement séparément, l'ensemble des consentements attestant de l'adoption des décisions. La date de ces décisions sera la date de la dernière signature.

Article 22 Conflit d'intérêts

22.1 Sauf dispositions contraires de la Loi, tout administrateur qui a, directement ou indirectement, un intérêt de nature patrimoniale opposé à celui de la Société à l'occasion d'une opération relevant du conseil d'administration est tenu d'en prévenir le conseil d'administration et de faire mentionner cette déclaration dans le procès-verbal de la séance. L'administrateur concerné ne peut prendre part ni aux discussions relatives à cette opération, ni au vote y afférent. Ce conflit d'intérêts doit également faire l'objet d'un rapport aux actionnaires, lors de la prochaine assemblée générale des actionnaires, et avant toute prise de décision de l'assemblée générale des actionnaires sur tout autre point à l'ordre du jour.

22.2. Lorsque la Société comprend un administrateur unique, les opérations conclues entre la Société et cet administrateur ayant un intérêt opposé à celui de la Société doivent être mentionnées dans la décision de l'administrateur unique.

22.3 Lorsqu'en raison d'un conflit d'intérêts, le nombre d'administrateurs requis afin de délibérer valablement n'est pas atteint, le conseil d'administration peut décider de déferer la décision sur ce point spécifique à l'assemblée générale des actionnaires.

22.4 Les règles régissant le conflit d'intérêts ne s'appliquent pas lorsque la décision du conseil d'administration ou de l'administrateur unique se rapporte à des opérations courantes, conclues dans des conditions normales.

22.5 Les articles 22.1 à 22.4. de ces statuts s'appliquent au(x) délégué(s) à la gestion journalière, à l'exception du cas où un (1) délégué à la gestion journalière unique a été désigné et que celui-ci a un intérêt opposé à celui de la Société, la décision visée doit être prise par le conseil d'administration.

Article 23 Procès-verbaux des réunions du conseil d'administration

23.1 Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil d'administration seront signés par le président du conseil d'administration, si un président a été nommé, ou en cas d'absence de celui-ci, par deux (2) administrateurs présents.

23.2 Les copies ou extraits de ces procès-verbaux qui pourront être produits en justice ou dans tout autre contexte seront signés par le président du

conseil d'administration, si un président a été nommé, ou par deux (2) administrateurs.

23.3 Les décisions de l'administrateur unique sont retranscrites dans des procès-verbaux qui seront signés par l'administrateur unique. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux qui pourront être produits en justice ou dans tout autre contexte seront signés par l'administrateur unique.

Article 24 Relations avec les tiers

24.1 La Société est liée à l'égard des tiers dans toute circonstance par la signature de l'administrateur unique ou par la signature conjointe de deux (2) administrateurs ou par la signature unique ou conjointe de toute personne à laquelle un tel pouvoir aura été délégué par le conseil d'administration.

24.2 Dans les limites de la gestion journalière, la Société est liée à l'égard des tiers par la signature de toute personne à laquelle un tel pouvoir aura été délégué par le conseil d'administration, agissant individuellement ou conjointement en accord avec les limites de cette délégation.

E. AUDIT ET SURVEILLANCE DE LA SOCIETE

Article 25 Commissaire(s) – Réviseur(s) d'entreprises agréé(s)

25.1 Les opérations de la Société seront surveillées par un ou plusieurs commissaires. L'assemblée générale des actionnaires désignera les commissaires et déterminera la durée de leurs fonctions, qui ne devra pas excéder six (6) ans.

25.2 Un commissaire pourra être révoqué à tout moment, sans préavis, avec ou sans motif, par l'assemblée générale des actionnaires.

25.3 Le commissaire a un droit illimité de surveillance et de contrôle permanents sur toutes les opérations de la Société.

25.4 Si l'assemblée générale des actionnaires de la Société désigne un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés conformément à l'article 69 de la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises, la fonction de commissaire ne sera plus requise.

25.5 Le réviseur d'entreprises agréé peut être révoqué par l'assemblée générale des actionnaires uniquement pour juste motif ou avec son accord.

F. EXERCICE SOCIAL – COMPTES ANNUELS – AFFECTATION DES BENEFICES – ACOMPTES SUR DIVIDENDES

Article 26 Exercice social

L'exercice social de la Société commence le premier avril de chaque année et se termine le trente-et-un mars de l'année suivante.

Article 27 Comptes annuels - Affectation des bénéfices

27.1 Au terme de chaque exercice social, les comptes sont clôturés et le conseil d'administration dresse un inventaire de l'actif et du passif de la Société, le bilan et le compte de profits et pertes conformément à la loi.

27.2 Sur les bénéfices annuels nets de la Société, cinq pour cent (5%) au moins seront affectés à la réserve légale. Cette affectation cessera d'être obligatoire dès que et tant que le montant total de la réserve légale de la Société atteindra dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

27.3 Les sommes apportées à une réserve de la Société peuvent également être affectées à la réserve légale.

27.4 En cas de réduction du capital social, la réserve légale de la Société pourra être réduite en proportion afin qu'elle n'excède pas dix pour cent (10%) du capital social.

27.5 Sur proposition du conseil d'administration, l'assemblée générale des actionnaires décide de l'affectation du solde des bénéfices distribuables de la Société conformément à la Loi et aux présents statuts.

Article 28 Acomptes sur dividendes - Prime d'émission et primes assimilées

28.1. Le conseil d'administration peut procéder au paiement d'acomptes sur dividendes conformément aux dispositions de la Loi.

28.2 Toute prime d'émission, prime assimilée ou réserve distribuable peut être librement distribuée aux actionnaires conformément aux dispositions de la Loi et aux présents statuts.

G. LIQUIDATION

Article 29 Liquidation

29.1 En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs nommés par l'assemblée générale des actionnaires ayant décidé la dissolution de la Société et qui fixera les pouvoirs et émoluments de chacun des liquidateurs. Sauf disposition contraire, les liquidateurs auront les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation des actifs et le paiement du passif de la Société.

29.2 Le surplus résultant de la réalisation des actifs et du paiement du passif sera distribué entre les actionnaires en proportion du nombre des actions qu'ils détiennent dans la Société.

H. DISPOSITION FINALE - LOI APPLICABLE

Article 30 Loi applicable

Tout ce qui n'est pas régi par les présents statuts sera déterminé en conformité avec la Loi.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

1. Le premier exercice social commencera le jour de la constitution de la Société et se terminera le 31 mars 2017.

2. La première assemblée générale des actionnaires sera tenue en l'année 2017.

SOUSCRIPTION ET PAIEMENT

Les trente mille (30.000) actions sont souscrites par Me Jean-Marc Ueberecken prénommé.

Toutes les actions ont été intégralement libérées par un apport en espèces, par conséquent le montant de trente mille euros (EUR 30.000,-) est dès maintenant à la disposition de la société, ce dont il a été justifié au notaire soussigné.

DECLARATION

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié l'existence des conditions exigées par ou inscrites à l'article 26 de la Loi et déclare expressément qu'elles ont été remplies.

FRAIS

Le montant des dépenses, frais, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution est évalué à environ mille deux cents euros (EUR 1.200,-).

RESOLUTIONS DE L'ACTIONNAIRE UNIQUE

L'actionnaire unique, représentant l'intégralité du capital social de la Société, a adopté les résolutions suivantes :

1. L'adresse du siège social de la Société est établie au 41A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

2. Les personnes suivantes sont nommées administrateurs jusqu'à l'assemblée générale des actionnaires approuvant les comptes annuels de la Société au 31 mars 2018 :

a) Monsieur Gilles Dusemon, maître en droit, né le 31 mars 1970 à Esch-sur-Alzette, résidant professionnellement à L-1855 Luxembourg, 41 A, avenue J.F. Kennedy,

b) Monsieur Guy Harles, maître en droit, né le 4 mai 1955 à Luxembourg, résidant professionnellement à L-1855 Luxembourg, 41 A, avenue J.F. Kennedy,

c) Madame Isabelle Lebbe, licenciée en droit, née le 6 octobre 1967 à Saint-Josse Ten Noode (Belgique), résidant professionnellement à L-1855, Luxembourg 41 A, avenue J.F. Kennedy,

d) Monsieur Thierry Lesage, licencié en droit, né le 11 octobre 1969 à Verviers (Belgique), résidant professionnellement à L-1855 Luxembourg, 41 A, avenue J.F. Kennedy,

e) Monsieur Christian Point, maître en droit, né le 31 décembre 1966 à Nancy (France), résidant professionnellement à L-1855 Luxembourg, 41 A, avenue J.F. Kennedy,

f) Monsieur Laurent Schummer, maître en droit, né le 6 mai 1973 à Luxembourg, résidant professionnellement à L-1855 Luxembourg, 41 A, avenue J.F. Kennedy,

g) Monsieur Jean-Marc Ueberecken, licencié en droit, né le 31 mai 1972 à Luxembourg, résidant professionnellement à L-1855 Luxembourg, 41 A, avenue J.F. Kennedy,

h) Monsieur Philippe Wéry, licencié en sciences de gestion, né le 7 mai 1972 à Craiova (Roumanie), résidant professionnellement à L-1855 Luxembourg, 41 A, avenue J.F. Kennedy.

3. La personne suivante est nommée en tant que commissaire jusqu'à l'assemblée générale des actionnaires approuvant les comptes annuels de la Société au 31 mars 2018 :

Monsieur Stefan Justinger, contrôleur financier, né le 26 août 1964, à Trêves (Allemagne), résidant professionnellement à L-1855 Luxembourg, 41 A, avenue J.F. Kennedy.

Dont acte, passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donné au comparant, connu du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, celui-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: J-M. UEBERECKEN et J. BADEN.

Enregistré à Luxembourg A.C 1, le 29 décembre 2016.

1LAC / 2016 /41949

Reçu soixante quinze euros

€ 75,-

Le Receveur (s) MOLLING Paul

- POUR EXPEDITION CONFORME -

délivrée à la Société sur demande.

Luxembourg, le 10 janvier 2017

Coût de cette expédition:

Timbres: 16,00 €

Rôles: 18,60 €

34,60 €